François MARC
Sénateur du Finistère
Rapporteur général de la Commission des Finances

Communiqué de presse

La filière porcine dans l'impasse ?

Le sénateur François MARC interroge le Ministre Guillaume GAROT

Jeudi 4 juillet 2013

Le sénateur François MARC a interrogé ce jour Guillaume GAROT, Ministre délégué en charge de l'agroalimentaire sur l'impasse dans laquelle se trouve la filière porcine française (séance des Question d'actualité au Gouvernement du jeudi après-midi).

Si les industries agroalimentaires (IAA) se sont jusqu'alors caractérisées par une certaine robustesse, elles traversent depuis 10 ans une mauvaise passe. Les difficultés s'accroissent et ceci se traduit de manière dramatique dans les zones à forte production animale, comme en Bretagne, considérée jusqu'alors comme le fer de lance de l'agroalimentaire français.

Les difficultés de la filière volaille (dépôt de bilan du Groupe DOUX en 2012), de la filière saumon (fermeture annoncée de Marine Harvest), de la filière légumes (fermeture annoncée de Boutet Nicolas) plongent plusieurs milliers de travailleurs du secteur agroalimentaire et leur famille dans la plus grande détresse.

S'agissant de la filière porcine (secteur crucial pour le territoire), l'inquiétante perspective d'une mise en liquidation au cours de l'été de l'entreprise GAD pourrait conduire à près d'un millier de licenciements dans le Finistère.

Etant donné le degré de gravité du dossier, François MARC a interpellé le Ministre sur trois questions brûlantes :

1. Pourquoi faire plus de 1 000 km pour aller abattre des porcs en Allemagne plutôt qu'en France ?
2. Qu'a-t-on fait depuis 10 ans pour mieux réguler les salaires des travailleurs en Europe ?
3. Pourquoi la filière agroalimentaire française et porcine en particulier a-t-elle tant tardé à entreprendre la nécessaire modernisation de l'appareil productif ?

Dans sa réponse, le Ministre a rappelé les dispositions du plan que le gouvernement met en place pour favoriser une vraie politique de filière et son urgente et nécessaire restructuration.

En particulier, il a indiqué que le Contrat de filière alimentaire signé le 19 juin dernier par l'Etat, la région et toute la filière serait mis en œuvre sans tarder dans le Finistère.

Enfin, il a réaffirmé l'entière mobilisation du gouvernement pour sauvegarder un maximum d'emplois en proposant des solutions réalistes, concrètes et durables.